ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre de la Coopération au développement, le 17 octobre 1990, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant organisation d'un régime de cofinancement par l'Etat belge et les organisations non-gouvernementales", a donné le 16 janvier 1991 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 17 oktober 1990 door de Minister van Ontwikkelingssamenwerking verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot organisatie van een regime van medefinanciering door de Belgische Staat en niet-gouvernementele organisaties", heeft op 16 januari 1991 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

1. Dans une très large mesure, le présent projet appelle les mêmes observations fondamentales que celles qui ont été formulées dans l'avis donné ce jour, sous la référence L. 20.296/9, au sujet du projet d'arrêté royal "portant réglementation de l'agrément et de la subsidiation des organisations non-gouvernementales pour les activités d'éducation en matière de coopération au développement".

Elles ne seront pas répétées, ce qui n'implique pas une approbation des dispositions semblables à celles qui ont été critiquées dans l'avis précité.

2. Les observations relatives à la forme dudit arrêté royal, sauf la troisième d'entre elles, valent également pour le présent projet.

EXAMEN DU TEXTE.

L'arrêté en projet tend à remplacer le régime mis en place par l'arrêté royal du 13 février 1976 organisant le régime de financement par l'Etat belge et les organisations non-gouvernementales d'actions de coopération dans les pays en voie de développement.

Par rapport à la réglementation existante, l'arrêté en projet poursuit de nouveaux objectifs qui peuvent être résumés comme suit :

1)établir un dialogue systématique entre les O.N.G., d'une part, et entre les O.N.G. et les pouvoirs publics, d'autre part;

2)organiser un régime de financement de programme réservé à certaines O.N.G., à caractère plus professionnel;

3)créer une Commission de concertation des projets;

4)prévoir un système de contrôle et d'évaluation conjointe par l'autorité publique et les grandes organisations.

PREAMBULE.

1. Pour la raison indiquée à propos de l'article 7, le préambule devrait être complété par un alinéa 2 nouveau rédigé comme suit :

"Vu la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, notamment l'article 9, inséré par la loi du 28 juin 1989;".

2. L'alinéa 2, devenant l'alinéa 3, doit être complété par la date de l'accord du Ministre du Budget, soit le 19 octobre 1990.

3. Le proposant doit mentionner le Ministre des Finances et l'arrêté en projet doit porter le contreseing de celui-ci avec le contreseing du Ministre de la Coopération au développement (article 1er de la loi du 10 août 1981, visée

au préambule).

DISPOSITIF.

Articles 1er et 2.

Ces articles, qui contiennent tous deux des définitions, pourraient être fusionnés en un seul article, sous un chapitre premier intitulé "Définitions".

L'article 1er comporterait, dès lors, un 7E, rédigé comme suit :

"projet :

a)les actions directes qui constituent des actions de développement ... (la suite comme au projet);

b)les actions indirectes qui constituent un soutien ... (la suite comme au projet)".

Article 5.

L'arrêté en projet retient quatre formes de subsides (voyez l'article 8). Parmi celles-ci ne figurent pas les "subventions dans le cofinancement belge".

La deuxième phrase de l'article est inutile et peut sans inconvénient être omise.

La même observation vaut pour l'article 6.

De l'accord des délégués du Ministre, l'article pourrait être rédigé comme suit :

"Le Ministre retire l'agrément à l'O.N.G. qui, durant les trois dernières années, n'a plus bénéficié de subsides en exécution du présent arrêté, sauf si elle prouve la continuité de ses activités sur place".

Article 6.

De l'accord des délégués du Ministre, la fin de la première phrase serait mieux rédigée comme suit :

"... lorsque l'O.N.G. ne satisfait plus à l'une des conditions visées à l'article 4, alinéa 1er, 1E à 5E, ou lorsque l'O.N.G. ne remplit plus ses obligations en matière d'exécution ou de justification de ses projets ou programmes".

Chapitre IV.

La division du chapitre en sections commence inexplicablement à l'article 11.

Il conviendrait que tous les articles soient groupés sous des sections, ce qui reviendrait à ajouter une section première, intitulée "Généralités", qui comprendrait les articles 7 à 10, les sections suivantes étant renumérotées en

conséquence.

Article 7.

A titre subsidiaire aux observations qui ont été faites à propos des fédérations dans l'avis L. 20.296/9, il y a lieu de relever que la loi du 10 août 1981 relative à la création d'un fonds de la coopération au développement et d'un fonds des prêts à des Etats étrangers constitue le fondement légal de l'arrêté en projet, lorsque celui-ci réglemente l'octroi de subsides à des O.N.G. pour des actions menées dans les pays en voie de développement ou au bénéfice direct des populations de ces pays.

Lorsque l'arrêté en projet tend à réglementer un autre type de subsides (subsides aux fédérations visées à l'article 8, § 1er, 4E), son fondement légal ne peut être trouvé dans la loi du 10 août 1981, mais bien dans l'article 29 de la Constitution et dans l'article 9, § 4, alinéa 3, de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat.

L'article 7 du projet devrait, dès lors, faire apparaître la distinction entre les deux catégories d'organisations bénéficiant de subsides.

On notera, enfin, que l'expression "Dans les limites des crédits inscrits au budget ..." est inadéquate en ce qui concerne les subsides accordés aux O.N.G., puisque ces subsides seront à charge du fonds de la coopération au développement.

Article 8.

Le paragraphe 1er (devenant l'alinéa 1er), 2E, prévoit l'existence de "subsides aux programmes" destinés à des projets déjà exécutés par l'O.N.G.

Selon le rapport au Roi,

"un financement de programmes est un financement global d'un certain nombre de projets, en appréciant en une fois l'ensemble plutôt que tous les projets individuels qui le composent et en contrôlant les projets beaucoup plus ex post".

Les subsides aux programmes ne pourraient, dès lors, être accordés que si aucun subside aux projets n'a été accordé. En outre, les subsides aux programmes ne concernent pas les projets déjà exécutés mais bien une partie ou un ensemble de projets à exécuter par l'O.N.G.

Cette interprétation semble être confirmée par l'article 16 du projet; elle l'est, en tout cas, par les délégués du Ministre.

La précision devrait figurer dans le texte.

Article 9.

Le paragraphe 1er (devenant l'alinéa 1er) prévoit que les moyens que l'O.N.G. doit "fournir" elle-même "doivent provenir d'apports privés belges, de dons de communes ou de provinces belges ... et ... d'apports locaux dans le pays en voie de développement".

L'interdiction d'apports étrangers, outre qu'elle suppose des contrôles dont les délégués du Ministre ont reconnu l'extrême difficulté, ne repose pas sur une justification convaincante. Il est donc suggéré, de l'accord des délégués du Ministre, de supprimer l'adjectif "belges".

La même observation vaut pour le paragraphe 2 dont l'utilité n'est, dès lors, plus guère perceptible.

De l'accord des délégués du Ministre, la troisième phrase de l'alinéa 1er devrait être rédigée comme suit :

"Ceux-ci doivent provenir soit d'apports privés, soit de dons de communes ou de provinces, selon les conditions fixées par le Ministre, soit d'apports locaux dans le pays en voie de développement. Ces apports locaux ne peuvent excéder 10 p.c. du coût total du projet ou du programme".

Article 12.

Les conditions fixées par l'article devraient être rédigées en termes plus précis et, pour certaines d'entre elles, plus intelligibles.

Article 13.

L'article serait mieux rédigé comme suit :

"Le paiement des subsides pour des projets pluriannuels s'effectue par tranches dont le paiement dépend de l'approbation des rapports intermédiaires que l'O.N.G. introduit auprès du Ministre et du respect des conditions fixées à l'article 9. A la fin ... (la suite comme au projet)".

Article 15.

Les conditions énoncées au paragraphe 2 (devenant l'alinéa 2) sont encore une fois rédigées en termes trop vagues pour que soit acceptable l'étendue des pouvoirs qui en résultent pour le Ministre.

Quant au paragraphe 3 (devenant l'alinéa 3), il donne lui aussi au Ministre un pouvoir exorbitant.

Article 16.

Au paragraphe 3 (devenant l'alinéa 3), les mots "Durant chaque période quinquennale" sont inutiles et peuvent être omis sans inconvénient. En effet, le paragraphe 1er (devenant l'alinéa 1er) précise que "l'accès aux subsides ... est accordé pour des périodes de cinq ans".

Article 17.

En tant qu'il se réfère aux conditions fixées à l'article 15, l'article 17 appelle les mêmes observations que celles qui ont été faites au sujet de cette disposition.

Article 18.

1. Au paragraphe 1er (devenant l'alinéa 1er), il faut écrire : "... par année civile, après approbation par le Ministre d'un plan ...".

2. Au paragraphe 3 (devenant l'alinéa 3), le montant de trois millions doit s'entendre par référence à l'ensemble des projets compris dans le plan d'action. Cette précision devrait être apportée dans le texte en projet.

En outre, il est proposé de remplacer le mot "glissements" par le mot "transferts".

Article 20 (lire 19).

La première phrase serait mieux rédigée comme suit :

"L'O.N.G. qui bénéficie d'un subside au programme remet au Ministre un rapport annuel avant le 30 avril de l'année suivant celle à laquelle il se rapporte".

Le texte néerlandais du paragraphe 1er (devenant l'alinéa 1er) serait mieux rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 21 (lire 20).

Au paragraphe 6 (devenant l'alinéa 6), le mot "belges" doit être omis pour la raison indiquée à propos de l'article 9.

Le paragraphe 7 (devenant l'alinéa 7) serait mieux rédigé comme suit :

"L'O.N.G. ne peut pas imputer de frais administratifs sur les subsides globaux".

En effet, l'article 10 ne donne aucune définition des frais administratifs. Un renvoi à cet article n'est dès lors pas justifié.

Article 24 (lire 23).

Au paragraphe 2 (devenant l'alinéa 2), les mots "afin que les recommandations soient transposées dans la politique future" n'ont pas de portée juridique et doivent dès lors être omis.

Article 26 (lire 25).

1. Selon les délégués du Ministre, cette disposition ne peut avoir d'effet rétroactif. Il s'agit, lorsqu'un événement visé par l'article se réalise, d'avertir l'O.N.G. que le projet en cours doit être interrompu à partir d'une date qui sera déterminée en concertation avec elle. Les dépenses déjà engagées ainsi que les frais nécessaires pour le désengagement du projet et pour sa transmission, le cas échéant, à une autre organisation locale, seront couverts par le subside. Pour l'O.N.G. qui respecte cette décision, il n'y aura, dès lors, pas de perte financière.

L'article devrait être revu pour exprimer ces intentions.

2. De l'accord des délégués du Ministre, l'article trouverait mieux sa place après l'article 22 car il ne porte pas une mesure abrogatoire ou transitoire.

Article 27 (lire 26).

L'article devrait être rédigé comme suit :

"Article ....-

L'arrêté royal du 13 février 1976 organisant le régime de financement par l'Etat belge et les organisations non-gouvernementales d'actions de coopération dans les pays en voie de développement, modifié par l'arrêté royal du 25 août 1977, est abrogé".

OBSERVATION FINALE.

Le texte néerlandais du projet appelle la même observation que celle qui est faite dans la version néerlandaise de l'avis L. 20.296/9.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

1. Bij dit ontwerp behoren grotendeels dezelfde opmerkingen te worden gemaakt als die welke gemaakt zijn in het advies dat heden is uitgebracht onder het nr. L. 20.296/9 over het ontwerp van koninklijk besluit "tot regeling van de erkenning en subsidiëring van niet-gouvernementele organisaties voor educatie-activiteiten inzake ontwikkelingssamenwerking".

Die opmerkingen worden niet herhaald, wat niet betekent dat bepalingen in de aard van die waarop in het voormelde advies aanmerkingen zijn gemaakt, worden goedgekeurd.

2. De opmerkingen in verband met de vorm van het genoemde koninklijk besluit, behalve de derde ervan, gelden eveneens voor dit ontwerp.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Het ontworpen besluit beoogt de regeling te vervangen die tot stand is gebracht door het koninklijk besluit van 13 februari 1976 tot organisatie van een regime van financiering door de Belgische Staat en niet-gouvernementele organisaties van samenwerkingsacties in de ontwikkelingslanden.

In vergelijking met de bestaande regeling beoogt het ontworpen besluit nieuwe doeleinden, die als volgt kunnen

worden samengevat :

1)een systematische dialoog tot stand brengen onder de N.G.O.'s enerzijds en tussen de N.G.O.'s en de overheid anderzijds;

2)een regeling voor programmafinanciering vaststellen die is voorbehouden aan sommige N.G.O.'s die meer beroepsgericht zijn;

3)een commissie voor overleg over de ontwerpen oprichten;

4)voorzien in een systeem voor controle en gemeenschappelijke evaluatie door de overheid en de grote organisaties.

AANHEF.

1. Om de in verband met artikel 7 opgegeven reden zou de aanhef moeten worden aangevuld met een nieuw tweede lid luidende :

"Gelet op de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, inzonderheid op artikel 9, ingevoegd door de wet van 28 juni 1989;".

2. Het tweede lid, dat het derde lid wordt, moet worden aangevuld met de datum waarop de Minister van Begroting zijn goedkeuring heeft gegeven, namelijk 19 oktober 1990.

3. In het voordrachtformulier moet de Minister van Financiën worden vermeld en het ontworpen besluit moet medeondertekend zijn door die Minister en door de Minister van Ontwikkelingssamenwerking (artikel 1 van de wet van 10 augustus 1981, waarnaar in de aanhef wordt verwezen).

BEPALEND GEDEELTE.

Artikelen 1 en 2.

Die artikelen, die beide definities vormen, zouden kunnen worden samengebracht in één artikel onder hoofdstuk I, met als opschrift "Definities".

Artikel 1 zou bijgevolg een 7E bevatten, luidend als volgt :

"project :

a)de directe acties die ontwikkelingsactiviteiten zijn die de sociaal-economische ontplooiing van de lokale bevolking beogen te verbeteren;

b)de indirecte acties die steun verlenen aan de lokale niet-gouvernementele partner bij het organiseren van de uitvoering van zijn ontwikkelingsactiviteiten".

Artikel 5.

Het ontworpen besluit neemt vier vormen van toelagen

in aanmerking (zie artikel 8). Daarbij is geen sprake van "subsidies in de Belgische medefinanciering".

De tweede volzin van het artikel is overbodig en kan zonder bezwaar worden weggelaten.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 6.

De gemachtigde van de Minister is het ermee eens dat het artikel als volgt zou kunnen worden gesteld :

"De Minister trekt de erkenning in van de N.G.O. die de laatste drie jaar geen toelagen meer heeft genoten ter uitvoering van dit besluit, behalve als zij het bewijs levert van de continuïteit van haar werkzaamheden ter plaatse".

Artikel 6.

De gemachtigden van de Minister zijn het ermee eens dat het slot van de eerste volzin beter als volgt zou worden gesteld :

"... als de N.G.O. niet meer voldoet aan een van de voorwaarden bedoeld in artikel 4, eerste lid, 1E tot 5E, of als de N.G.O. haar verplichtingen niet meer nakomt inzake het uitvoeren of het verantwoorden van haar projecten of programma's".

Hoofdstuk IV.

Met de indeling van het hoofdstuk in afdelingen wordt

merkwaardigerwijs begonnen in artikel 11.

Alle artikelen zouden in afdelingen moeten worden ondergebracht, wat erop zou neerkomen een afdeling 1 toe te voegen met als opschrift "Algemeenheden", waarin de artikelen 7 tot 10 zouden zijn opgenomen en waarbij de volgende afdelingen dienovereenkomstig worden vernummerd.

Artikel 7.

Bij de opmerkingen die in het advies L. 20.296/9 zijn gemaakt in verband met de federaties dient er in bijkomende orde op te worden gewezen dat de wet van 10 augustus 1981 tot oprichting van een Fonds voor ontwikkelingssamenwerking en een Fonds voor leningen aan vreemde staten de rechtsgrond oplevert voor het ontworpen besluit in zoverre dat besluit het verlenen van toelagen aan N.G.O.'s regelt voor het voeren van acties in ontwikkelingslanden of van acties rechtstreeks ten voordele van de bevolking van die landen.

Waar het ontworpen besluit een ander soort toelagen beoogt te regelen (toelagen aan de federaties bedoeld in artikel 8, § 1, 4E) is er geen rechtsgrond voor te vinden in de wet van 10 augustus 1981, maar wel in artikel 29 van de Grondwet en in artikel 9, § 4, derde lid, van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijkscomptabiliteit.

In artikel 7 van het ontwerp zou bijgevolg het onderscheid tussen de twee categorieën van organisaties die toelagen genieten tot uiting moeten komen.

Er zij tenslotte op gewezen dat de uitdrukking "Binnen de perken van de op de begroting ingeschreven kredieten" niet geschikt is wat de aan de N.G.O.'s verleende toelagen betreft, aangezien die toelagen ten laste van het Fonds voor ontwikkelingssamenwerking zullen komen.

Artikel 8.

Paragraaf 1 (die het eerste lid wordt), 2E, voorziet in het bestaan van "programmatoelagen" bestemd voor reeds door de N.G.O. uitgevoerde projecten.

Volgens het verslag aan de Koning is

"een programmafinanciering (...) een globale financiering van een aantal projecten, waarbij het geheel ineens wordt beoordeeld, eerder dan alle individuele projecten die het uitmaken, en waarbij de controle der projec1ten meer ex post gebeurt".

De programmatoelagen zouden bijgevolg pas kunnen worden verleend als geen enkele toelage aan de projecten is verleend. Bovendien hebben de programmatoelagen geen betrekking op de reeds uitgevoerde projecten maar wel op een gedeelte of een geheel van projecten die door de N.G.O.'s nog moeten worden uitgevoerd.

Die uitlegging lijkt te worden bevestigd door artikel 16 van het ontwerp; zij is in elk geval bevestigd door de gemachtigden van de Minister.

De verduidelijking zou in de tekst moeten worden aangebracht.

Artikel 9.

Paragraaf 1 (die het eerste lid wordt) bepaalt dat de middelen die de N.G.O. zelf moet "opbrengen" "moeten voortkomen uit Belgische privé-bijdragen, schenkingen van Belgische gemeenten en provincies ... en ... uit lokale bijdragen in het ontwikkelingsland".

Voor het verbod op buitenlandse bijdragen wordt, behalve dat zij controles vooronderstelt die, zoals de gemachtigden van de Minister hebben toegegeven, uiterst moeilijk zijn, geen overtuigende verantwoording verstrekt. De gemachtigden van de Minister zijn het ermee eens dat dus wordt voorgesteld het adjectief "Belgische" te schrappen.

Dezelfde opmerking geldt voor paragraaf 2 waarvan het nut bijgevolg niet helemaal duidelijk meer is.

De gemachtigden van de Minister zijn het ermee eens dat de derde volzin van het eerste lid als volgt zou moeten worden gesteld :

"Deze moeten voortkomen, ofwel uit privé-bijdragen, ofwel uit schenkingen van gemeenten of provincies, volgens de door de Minister vastgestelde voorwaarden, ofwel uit lokale bijdragen in het ontwikkelingsland. Die lokale bijdragen mogen 10 procent van de totale kostprijs van het project of het programma niet overschrijden".

Artikel 12.

De in het artikel vastgestelde voorwaarden zouden nauwkeuriger moeten worden gesteld en sommige van die voorwaarden zouden op een begrijpelijker wijze moeten worden gesteld.

Artikel 13.

Het artikel zou beter als volgt worden gesteld :

"De uitbetaling van de toelagen voor meerjarenprojecten geschiedt per schijf, waarvan de betaling afhankelijk is van de goedkeuring van de tussentijdse rapporten die de N.G.O. indient bij de Minister en van het in acht nemen van de in artikel 9 gestelde voorwaarden. Bij het einde ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 15.

De in paragraaf 2 (die het tweede lid wordt) gestelde voorwaarden zijn nogmaals in te vage bewoordingen gesteld dan dat de omvang van de bevoegdheden die daaruit voor de Minister voortvloeien aanvaardbaar kan zijn.

Paragraaf 3 (die het derde lid wordt) van zijn kant, verleent eveneens een te vergaande bevoegdheid aan de Minister.

Artikel 16.

In paragraaf 3 (die het derde lid wordt) zijn de woorden "Binnen elke periode van vijf jaar" overbodig en kunnen zonder bezwaar worden weggelaten. Paragraaf 1 (die het eerste lid wordt) stelt immers dat "de toegang tot programmatoelagen wordt toegekend voor periodes van vijf jaar".

Artikel 17.

In zoverre het verwijst naar de in artikel 15 vastgestelde voorwaarden, behoren bij artikel 17 dezelfde opmerkingen te worden gemaakt als die welke in verband met die bepaling zijn gemaakt.

Artikel 18.

1. In paragraaf 1 (die het eerste lid wordt) schrijve men : "... per kalenderjaar, na goedkeuring door de Minister van een ...".

2. In paragraaf 3 (die het derde lid wordt) moet het bedrag van drie miljoen worden begrepen in het kader van het geheel van de in het actieplan begrepen projecten. Die verduidelijking zou in de ontworpen tekst moeten worden aangebracht.

Bovendien wordt voorgesteld het woord "verschuivingen" te vervangen door het woord "overschrijvingen".

Artikel 20 (lees 19).

Het zou beter zijn de eerste volzin als volgt te stellen :

"De N.G.O. die een programmatoelage geniet dient bij de Minister een jaarverslag in vo,'o,'r 30 april van het jaar volgend op dat waarop het verslag betrekking heeft".

Artikel 21 (lees 20).

Paragraaf 1 (die het eerste lid wordt) zou beter als volgt worden gesteld :

"§ 1. Een N.G.O. die een programmatoelage of een projecttoelage geniet kan op eigen aanvraag daarenboven een globale toelage krijgen om microprojecten te financieren".

In paragraaf 6 (die het zesde lid wordt) moet het woord "Belgische" om de in verband met artikel 9 opgegeven reden vervallen.

Het zou beter zijn paragraaf 7 (die het zevende lid wordt) als volgt te stellen :

"De N.G.O. mag geen administratiekosten aanrekenen op de globale toelagen".

In artikel 10 wordt immers geen enkele definitie gegeven van de administratiekosten. Er bestaat dus geen aanleiding om naar dat artikel te verwijzen.

Artikel 24 (lees 23).

In paragraaf 2 (die het tweede lid wordt) hebben de woorden "om de aanbevelingen uit de evaluaties in het toekomstig beleid om te zetten" geen juridische strekking en moeten zij bijgevolg vervallen.

Artikel 26 (lees 25).

1. Volgens de gemachtigden van de Minister kan deze bepaling geen terugwerkende kracht hebben. Wanneer een in het artikel bedoelde gebeurtenis zich voordoet gaat het erom de N.G.O. ervan te verwittigen dat het aan de gang zijnde project moet worden onderbroken vanaf een datum die in overleg met haar zal worden vastgesteld. De reeds vastgelegde uitgaven alsmede de noodzakelijke kosten om het project terug te trekken en om het, in voorkomend geval over te brengen naar een andere plaatselijke organisatie, worden door de toelage gedekt. De N.G.O. die deze beslissing in acht neemt zal bijgevolg geen financieel verlies lijden.

Het artikel zou moeten worden herzien om die bedoelingen weer te geven.

2. De gemachtigden van de Minister zijn het ermee

eens dat het artikel beter na artikel 22 zou komen te staan omdat het geen opheffings- of overgangsmaatregel inhoudt.

Artikel 27 (lees 26).

Het artikel zou als volgt moeten worden gesteld :

"Artikel ....

Het koninklijk besluit van 13 februari 1976 tot organisatie van een regime van financiering door de Belgische Staat en niet-gouvernementele organisaties van samenwerkingsacties in de ontwikkelingslanden, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 augustus 1977, wordt opgeheven".

SLOTOPMERKING.

Bij de Nederlandse tekst van het ontwerp behoort dezelfde opmerking te worden gemaakt als die welke gemaakt is in advies L. 20.296/9.

La chambre était composée de	De kamer was samengesteld uit
Messieurs : de Heren :	président, voorzitter,
R. ANDERSEN, M. LEROY,	conseillers d'Etat, staatsraden,

F. RIGAUX, assesseurs de la section de législation,
J. DE GAVRE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. Y. BOUCQUEY, auditeur. La note du bureau de coordination a été rédigée par M. P. HERBIGNAT, référendaire adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. BOUCQUEY, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld door de H. P. HERBIGNAT, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. P. TAPIE.